

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

**ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT
POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (EHPAD)**

EHPAD INTERCOMMUNAL *Les Fraxinelles*

21 rue des Fraxinelles
68750 BERGHEIM

☎ 03.89.73.63.39

📠 03.89.73.71.43

✉ administration-b@ehpad-bergheim.fr



LE SOMMAIRE

1. LA PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

- 1.1. Le régime juridique de l'établissement
- 1.2. Le descriptif de l'établissement

2. LA GARANTIE DES DROITS DES USAGERS

- 2.1. Le projet d'établissement et de vie
- 2.2. Les droits et libertés
- 2.3. La commission de bientraitance
- 2.4. La démarche qualité
- 2.5. Les instances de l'établissement
 - 2.5.1. Le Conseil d'Administration (CA)
 - 2.5.2. Le Conseil de la Vie Sociale (CVS)
 - 2.5.3. La personne qualifiée

3. LES MODES D'HÉBERGEMENT

- 3.1. L'hébergement permanent (EHPAD)
- 3.2. L'admission en unité d'hébergement sécurisé (UVP)
 - 3.2.1. L'accueil des personnes
 - 3.2.2. Le départ de l'unité
- 3.3. Le pôle d'activité de soins adaptés (PASA)
 - 3.3.1. Les conditions d'admission
 - 3.3.2. L'accueil et les activités
 - 3.3.3. La fin de prise en soins PASA

4. LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

- 4.1. L'admission
 - 4.1.1. La visite des lieux préalable à l'admission
 - 4.1.2. La liste d'inscription
 - 4.1.3. L'allocation logement
 - 4.1.4. L'aide sociale
 - 4.1.4.1. La demande d'aide sociale
 - 4.1.4.2. Les conséquences de l'aide sociale
 - 4.1.4.3. L'obligation alimentaire
- 4.2. Les visites et les sorties
 - 4.2.1. Les visiteurs
 - 4.2.2. Le stationnement

5. LA VIE DANS L'ÉTABLISSEMENT

- 5.1. Les activités et les loisirs
- 5.2. La prise en charge des résidents
- 5.3. Les relations avec les familles et les proches
- 5.4. La prise en charge médicale
- 5.5. La sécurité des personnes et des biens, les responsabilités
- 5.6. Les dispositions particulières
 - 5.6.1. La vague de chaleur – Plan Bleu
 - 5.6.2. La sécurité incendie
 - 5.6.3. La consommation de tabac
 - 5.6.4. Les vigilances sanitaires

6. LES SOINS EN FIN DE VIE

- 6.1. Lest directives anticipées
- 6.2. La fin de vie
- 6.3. Le décès
- 6.4. La pratique religieuse ou philosophique



EHPAD INTERCOMMUNAL

Les Fraxinelles

PRÉAMBULE

Le présent document s'adresse aux personnes âgées et aux acteurs de l'établissement. Il définit les règles générales et permanentes d'organisation et de fonctionnement de l'établissement dans le respect des droits et des libertés de chacun. Il précise les modalités d'association de la famille à la vie de l'établissement.

Le règlement de fonctionnement ci-suit, a été adopté par le Conseil d'Administration de l'EHPAD le 5 juin 2012, après avis du Conseil de la Vie Sociale en date du 5 juin 2012.

Il est remis à toute personne accueillie ou à son représentant légal avec le livret d'accueil et le contrat de séjour. Il est également affiché dans les locaux de l'établissement. Au besoin, les équipes sont à la disposition de la personne accueillie pour lui en faciliter la compréhension.

Ce document est aussi remis à chaque personne exerçant à titre libéral dans la structure, ou intervenant à titre bénévole au sein de l'établissement.

Le présent règlement est révisé chaque fois que nécessaire et au moins une fois tous les 5 ans. Les modifications font l'objet d'avenants conclus dans les mêmes conditions que le règlement initial. Les résidents ou leurs représentants légaux, sont informés de ces modifications par tous les moyens utiles.

Le règlement de fonctionnement précise les garanties des droits des résidents, le fonctionnement de l'établissement et les règles de vie en collectivité.

1. LA PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

1.1. LE RÉGIME JURIDIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

L'EHPAD Intercommunal Les Fraxinelles est un établissement public médico-social (EPSMS) autonome d'une capacité de 120 lits dont 14 UVP.

Ce présent règlement vise aussi à appliquer de manière concrète les normes juridiques qui lui sont hiérarchiquement supérieures notamment :

- La loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et de l'article L.312-1 alinéa 6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.
- La loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé,...

1.2. LE DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement est un lieu de vie qui comprend :

- 8 unités d'hébergement permanent de 13 lits chacun (EHPAD)
- Une Unité de Vie Protégés de 14 lits
- Un Pôle d'Activité de Soins Adaptés de 14 places



2. LA GARANTIE DES DROITS DES USAGERS

2.1. LE PROJET D'ÉTABLISSEMENT ET DE VIE

La Direction et l'ensemble du personnel de l'établissement ont pour objectif, dans le respect de la Charte des droits et libertés de la personne accueillie en institution :

- d'être à l'écoute,
- de préserver votre vie privée et votre sécurité,
- de respecter vos choix et votre droit d'expression,
- de maintenir votre autonomie,
- de solliciter votre adhésion aux règles de la vie commune nécessaire au bien-être de tous

2.2. LES DROITS ET LES LIBERTÉS

L'accueil et le séjour du résident au sein de l'établissement s'inscrivent dans le respect des principes et valeurs définis par la charte de la personne âgée dépendante de la fédération nationale de gérontologie qui répond à l'arrêté du 8 septembre 2003, relatif à la charte des droits et libertés de la personne accueillie. La charte est affichée au sein de l'établissement et remise au résident au moment de l'admission.

2.3. LA COMMISSION DE BIENTRAITANCE

Dans l'établissement, il existe une commission « bientraitance » regroupant des soignants pour réfléchir et accompagner sur les bonnes pratiques professionnelles.

2.4. LA DÉMARCHE QUALITÉ

L'établissement s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de la qualité. Ainsi, un recueil de la satisfaction des résidents et de leurs familles peut être effectué ponctuellement à l'aide d'un questionnaire. Par ailleurs, une boîte est mise à disposition des résidents et des familles pour le recueil des suggestions dans le hall d'accueil. Des fiches de signalement d'événements indésirables sont à la disposition des résidents et des familles, au même endroit.

La direction, les infirmières, les secrétaires et les animatrices se tiennent à la disposition des résidents et de leurs familles pour toutes remarques ou interrogations.

Tout incident suivi d'une plainte ou conflit, sera traité avec tout le soin exigé et donnera lieu à une réponse écrite si nécessaire. Si la situation le permet (confidentialité, règles de droit), une communication interne est faite aux acteurs de la structure, dont le Conseil de la Vie Sociale, afin que toutes les leçons utiles puissent être tirées du problème soulevé.

2.5. LES INSTANCES DE L'ÉTABLISSEMENT

2.5.1. Le Conseil d'Administration (CA)

Il définit la politique générale de l'établissement et délibère sur des sujets tels que le projet d'établissement, le budget, les tarifs, le présent règlement de fonctionnement. Le résultat des délibérations est communiqué



EHPAD INTERCOMMUNAL

Les Fraxinelles

à l'ARS. Le CA est présidé par le maire ou son représentant. Il se réunit au moins trois fois l'an et parmi les membres représentants, figurent deux représentants des personnes accueillies ou de leurs familles.

2.5.2. Le Conseil de la Vie Sociale (CVS)

Il existe conformément au décret du 25 mars 2004, un CVS, instance d'expression des résidents et de leurs familles, qui se réunit au moins deux fois l'an. Il s'agit d'un organisme consulté sur toutes les questions relatives à la vie dans l'établissement. Il est composé de représentants des résidents, des familles, des membres du personnel, du Conseil d'Administration. Leurs noms sont portés à la connaissance des résidents par voie d'affichage. Ils sont élus ou désignés pour trois ans.

2.5.3. La personne qualifiée

Selon l'article L311.5 du code de l'action sociale et des familles, la personne qualifiée a pour mission d'aider toute personne à faire valoir leurs droits. Cette personne est nommée conjointement par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Conseil Général.

Le résident ou son représentant adresse un courrier manuscrit ou électronique à l'ARS et la personne qualifiée le contact. Le nom de la personne désignée pour l'établissement est affiché sur le tableau d'information à l'entrée de l'établissement.

3. LES MODES D'HÉBERGEMENT

3.1. L'HÉBERGEMENT PERMANENT (EHPAD)

Le résident est hébergé en EHPAD sur 2 étages ; chaque étage dispose de 4 unités et d'une salle à manger centrale.

3.2. L'ADMISSION EN UNITÉ D'HÉBERGEMENT SÉCURISÉ (UVP)

L'UVP est une unité spécialisée, protégées pour les personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés.

Les résidents atteints de ces maladies peuvent ainsi bénéficier d'un environnement adapté à leur état de santé, mais aussi d'un accompagnement dédié et personnalisé.

3.2.1. L'accueil des personnes

Il s'agit de personnes qui :

- sont diagnostiqués (bilan préalable posé),
- ne doivent pas souffrir d'une pathologie psychiatrique prépondérante,
- doivent être autonome au déplacement ou en fauteuil, l'UVP étant essentiellement pensé et destiné à des personnes déambulantes à un stade de la maladie où elles ont particulièrement besoin de pouvoir évoluer librement dans un cadre sécurisé et bénéficier d'animation et d'activités adaptées à leur état.

3.2.2. Le départ de l'unité

Il est prononcé en cas de :

- pathologie psychiatrique diagnostiquée ou apparaissant suite à l'admission,
- trouble du comportement dont l'intensité entraîne une mise en danger pour eux-mêmes ou pour les autres résidents,



EHPAD INTERCOMMUNAL

Les Fraxinelles

- l'incapacité à faire ses transferts avec perte d'autonomie à la marche nécessitant une aide importante systématique aux déplacements,

La décision de sortie de l'UVP est envisagée par l'équipe pluri professionnelle en collaboration avec le médecin traitant du résident et le médecin coordonnateur, validée par la Directrice de l'établissement.

La famille est tenue informée de la décision et est accompagnée par l'ensemble de l'équipe dans le changement.

3.3. LE POLE D'ACTIVITÉ DE SOINS ADAPTÉS (PASA)

Le PASA est une unité sécurisée qui reçoit ne journée 14 résidents de l'EHPAD, souffrant de la maladie d'Alzheimer ou apparentée ayant des troubles du comportement modérés. Le PASA a pour but de proposer des activités sociales et thérapeutiques, individuelles ou collectives, afin de maintenir ou de réhabiliter les capacités fonctionnelles, cognitives, sensorielles et les liens sociaux des résidents. L'admission est prononcée par le médecin coordonnateur au regard d'une grille d'évaluation spécifique, du projet de vie et de soin du résident (mesure 16 de plan Alzheimer 2008-2012).

3.3.1. Les conditions d'admission

- être résident permanent de l'EHPAD
- être capable de participer aux activités et ateliers proposés

Les projets de vie et de soins déterminent la fréquence de présence du résident au sein du PASA.

3.3.2. L'accueil et les activités

Une équipe pluridisciplinaire spécialisée organise les activités et les ateliers de 10h00 à 17h00.

Les ateliers se déroulent tout au long de la journée : ateliers musique, gymnastique douce, danse assise, atelier gourmet, atelier mémoire, éveil des sens, bricolage, jardinage, couture,...

Un espace sensoriel « Snoezelen » confortable et rassurant, favorise la stimulation des 5 sens par la musique, les jeux de lumière, la vibration, les sensations tactiles et olfactives.

3.3.3. La fin de prise en soins PASA

Selon l'évolution de l'état de santé et le comportement du résident, son maintien au PASA sera étudié lors d'une synthèse pluridisciplinaire et un nouveau projet de vie lui sera proposé. En cas d'interruption de prise en charge au PASA, la famille sera informée de cette décision qui s'appuiera sur une réévaluation médicale.

4. LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

4.1. L'ADMISSION

4.1.1. La visite des lieux préalable à l'admission

Il est vivement conseillé de visiter l'établissement avant l'admission après avoir pris rendez-vous, au préalable auprès du secrétariat.

4.1.2. La liste d'inscription

L'admission s'effectue après inscription sur la plateforme TRAJECTOIRE.

Pour l'admission, le médecin coordonnateur assisté de la commission d'admission, analyse et oriente la personne âgée vers les services le plus adapté.

Le degré d'autonomie du résident à l'admission détermine le choix de l'unité (EHPAD ou PASA).



4.1.3. L'allocation logement

Le résident peut bénéficier de l'allocation logement sous conditions de ressources. La demande sera faite par la famille, un dossier est à retirer au secrétariat.

4.1.4. L'aide sociale

4.1.4.1. La demande d'aide sociale

Une demande de prise en charge au titre de l'aide sociale auprès du secrétariat peut être effectuée dès l'entrée ou en cours de séjour si la personne âgée a des ressources insuffisantes et selon certaines conditions.

4.1.4.2. Les conséquences de l'aide sociale

Concernant les résidents de l'aide sociale, ceux-ci doivent s'acquitter eux-mêmes de leurs frais de séjour dans la limite de 90% de leurs ressources. 10% des revenus personnels restent donc à la disposition de la personne âgée, sans pouvoir être inférieurs à 1% du minimum social annuel.

En cas de non versement des contributions pendant trois mois, la Directrice de l'établissement peut demander l'autorisation au Président du Conseil Général de percevoir directement les ressources des bénéficiaires de l'aide sociale par courrier avec accusé réception.

4.1.4.3. L'obligation alimentaire

En vertu de l'article 205 du Code Civil, les enfants doivent « des aliments » à leur père et mère qui sont dans le besoin. L'établissement peut donc exercer un recours contre les débiteurs alimentaires du Résident auprès du Juge aux Affaires Familiales qui déterminera la quote part de chaque débiteur. L'obligation alimentaire peut intervenir même si le résident bénéficie de l'aide sociale.

4.2. LES VISITES ET LES SORTIES

Le résident peut aller et venir librement; il est néanmoins souhaitable, pour la bonne organisation des services, que le résident ou sa famille informe, au préalable, le secrétariat ou l'infirmière de ses absences pour éviter toutes inquiétudes.

4.2.1. Les visiteurs

Les visiteurs sont les bienvenus de 10h00 à 20h00. Toutefois, ils ne doivent pas troubler la sérénité des lieux, ni gêner le fonctionnement du service et respecter les règles d'hygiène. Ils doivent éviter d'élever le ton de la conversation et de provoquer tout bruit intempestif.

Les enfants sont toujours les bienvenus mais ils devront néanmoins rester sous la surveillance de leurs parents et ne pas perturber le calme et la sérénité des autres résidents.

Les visiteurs peuvent venir avec un animal de compagnie dans la mesure où il n'induit pas de nuisance pour autrui et qu'il est à jour de ses vaccinations.

Les journalistes, photographes, démarcheurs et représentants de commerce ou toutes autres personnes étrangères aux services ne peuvent rendre visite aux résidents sans l'accord préalable de la Directrice de l'établissement.

Les bénévoles extérieurs, qu'ils appartiennent ou non à une association, doivent signer la Charte des bénévoles. Ils peuvent effectuer des visites ou organiser des activités d'animation en coordination avec les animatrices. Ces personnes sont tenues à discrétion et doivent respecter les chartes institutionnelles et ministérielles et au règlement de fonctionnement de l'établissement.



4.2.2. Le stationnement

Le stationnement des véhicules se fait dans l'enceinte de l'établissement sur les parkings prévus à cet effet et sous la responsabilité du propriétaire du véhicule. L'établissement n'est pas responsable en cas de détérioration ou de vol.

5. LA VIE DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'harmonie et le bon fonctionnement de la vie collective supposent le respect des règles de vie commune.

Pour préserver la quiétude de chacun, il est demandé :

- de respecter :
 - la tranquillité et la sécurité des autres résidents,
 - les règles de fonctionnement du service,
 - les consignes de sécurité.
- d'user avec discrétion des appareils de radio, de télévision ou tout autre système phonique,
- d'atténuer les bruits et les lumières le soir,
- de se conformer aux horaires en vigueur dans l'établissement et à toutes mesures définies après avis du Conseil de la Vie Sociale,
- de prendre soin du matériel de l'établissement,
- d'adopter, d'une manière générale, un comportement compatible avec la vie en communauté,
- d'avoir une hygiène corporelle satisfaisante et adaptée à la vie en collectivité.

5.1. LES ACTIVITÉS ET LES LOISIRS

Chaque résident est libre d'organiser sa journée.

Une équipe d'animation intervient et organise, en collaboration avec les services, des activités pour les résidents et des sorties à l'extérieur de l'établissement. Le projet d'animation est établi en tenant compte des désirs des résidents. Le programme mensuel est affiché dans l'établissement. Chacun est invité à y participer.

5.2. LA PRISE EN CHARGE DES RÉSIDENTS

Chaque résident a droit au professionnalisme et à une attention constante des membres du personnel et des intervenants extérieurs. Il est traité avec égard et ne doit pas souffrir de propos et d'attitudes équivoques ou discriminatoires de la part du personnel et des intervenants extérieurs.

Il a le droit à la confidentialité de son courrier, de ses communications téléphoniques, de ses entretiens avec les visiteurs et avec les professionnels de santé.

Toute familiarité telle que tutoiement est interdite (sauf à titre exceptionnel et uniquement avec l'accord du résident).

Le personnel frappe systématiquement et obligatoirement à la porte avant de pénétrer dans l'espace privatif de la chambre.

Les toilettes et soins sont effectués avec la porte de la chambre ou de la salle de bain fermée et en dehors de la présence de tierces personnes y compris membres de la famille.

L'établissement accueille de nombreux stagiaires. Ceux-ci peuvent accompagner ou participer aux soins. Le résident doit être prévenu de la présence d'un stagiaire.



5.3. LES RELATIONS AVEC LES FAMILLES ET LES PROCHES

Dans chaque service l'infirmière reçoit les familles sur rendez-vous.

Le personnel soignant informe la personne référente mentionnée au dossier administratif et au dossier médical ou la personne de confiance en cas de dégradation de l'état de santé du résident.

Le résident et leurs familles sont tenus de respecter les membres du personnel.

5.4. LA PRISE EN CHARGE MÉDICALE

Le dossier du patient informatisé permet la continuité des soins au sein du service et lors des transferts internes. Il retrace toutes les prescriptions médicales, les actes effectués et les soins réalisés.

La confidentialité des données médicales relatives au résident est garantie dans le respect de la réglementation en vigueur par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Les règles de conservation et de communication du dossier médical sont soumises à la loi du 4 mars 2002 relative au droit des malades et à la qualité du système de santé.

5.5. LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS, LES RESPONSABILITÉS

Hormis d'éventuelles mesures de protection juridique et de l'intervention de décisions de justice, le résident peut conserver des biens, effets et objets personnels et disposer de son patrimoine et de ses revenus.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1113-1 à L1113-10 et R1113.1 à R1113-9 du code de la santé publique relatives aux objets déposés par les résidents de l'établissement, en particulier sur les principes gouvernant la responsabilité de l'établissement en cas de vol, perte ou détérioration de ces biens, le résident est invité à déposer ses objets de valeurs, bijoux, auprès du Régisseur ou du mandataire de l'établissement. Celui-ci remet au déposant un reçu contenant l'inventaire contradictoire des objets déposés.

L'établissement conserve dans le dossier administratif de l'intéressé un exemplaire du reçu signé par la personne admise ou son représentant légal.

Les objets seront déposés à la Direction des Finances Publiques, 1 Rue du Stangenweiher 68150 Ribeauvillé.

Les espèces ou objets de valeurs sont restitués au résident par le régisseur de l'établissement sur présentation du reçu délivré lors du dépôt et d'une pièce d'identité.

L'établissement ne peut être tenu responsable des objets ou biens de valeur dont le dépôt n'a pas été effectué auprès du comptable public par l'intermédiaire du régisseur en cas de perte, de vol ou de dégradation.

5.6. LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

5.6.1. La vague de chaleur – Plan Bleu

Un plan d'alerte et d'urgence appelé plan bleu canicule est mis en place dans chaque département. Il est activé dans toutes les structures accueillant des personnes âgées ou handicapées, sur ordre du préfet de région. L'établissement dispose de salles climatisées et de matériel spécifique pour lutter contre les effets de la chaleur. Des boissons fraîches sont mises à la disposition des résidents. Des recommandations de bonnes pratiques sont affichées dans les locaux pour les soignants et visiteurs.

5.6.2. La sécurité incendie

Les locaux sont équipés de dispositifs de sécurité appropriés.

Des exercices et des formations du personnel contre l'incendie sont régulièrement organisés.

Les résidents et les visiteurs sont invités à lire attentivement les affiches relatives aux consignes en cas d'incendie et à se conformer aux instructions qui y sont portées ainsi qu'à celles formulées, à ce titre, par le personnel de l'établissement.



Par mesure de sécurité, il est recommandé d'utiliser des matériels et des multiprises conformes aux normes françaises (NF).

Il est interdit :

- de modifier les installations électriques existantes,
- d'utiliser tout appareil à carburant liquide ou gazeux ainsi que les bougies ou des couvertures chauffantes ainsi que des radiateurs électriques.

5.6.3. La consommation de tabac

Conformément au décret du 15 novembre 2006 et à la circulaire d'application du 12 décembre 2006, il est interdit de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, mais le résident est autorisé à consommer dans sa chambre, considérée comme un espace privatif.

Néanmoins, le Conseil de la Vie Sociale, dans sa séance du 5 juin 2012, a demandé d'étendre cette interdiction à l'ensemble de l'établissement pour des raisons de sécurité. Les résidents qui souhaitent fumer, pourront le faire sur les balcons ou dans le parc. L'abus de boissons alcoolisées est interdit.

5.6.4. Les vigilances sanitaires

L'établissement met en œuvre des vigilances sanitaires visant notamment à prévenir les infections nosocomiales, les toxi-affections alimentaires et le risque de légionellose.

Il est déconseillé d'apporter des aliments à risque, ainsi que tout aliment déconseillé médicalement pour la santé du résident.

Les denrées périssables susceptibles d'être entreposées dans le logement du résident, feront l'objet d'une surveillance par la personne âgée ou ses proches. Le personnel ne peut en aucun cas prendre ces aliments en charge. Toutefois le personnel est autorisé à débarrasser les denrées avariées. L'établissement décline toute responsabilité en cas de consommation par le résident, de nourriture venant de l'extérieur. Un réfrigérateur est mis à la disposition des résidents.

6. LES SOINS EN FIN DE VIE

La loi du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie établit désormais le droit des malades à refuser tout traitement et celle-ci prévoit également l'obligation de médecin à refuser toute obstination déraisonnable.

6.1. LES DIRECTIVES ANTICIPÉES

Un formulaire spécifique est remis au résident lors de l'admission pour le recueil de ses directives anticipées. Celui-ci précise les dispositions qu'il souhaite voir appliquer pour sa fin de vie. Elles ont une valeur consultative, la responsabilité de la décision ultime appartenant au médecin. Elles sont révocables à tout moment, ces directives doivent être formulées dans un document écrit, daté et signé par leur auteur dûment identifié par l'indication de ses nom, prénom, date et lieu de naissance.

Le résident qui se trouverait dans l'impossibilité d'écrire, tout en restant capable d'exprimer sa volonté, peut faire appel à deux témoins, dont la personne de confiance pour attester que l'écrit correspond à l'expression de sa volonté libre et éclairée. Ces témoins indiquent leurs noms et leur attestation est jointe aux directives anticipées.

La validité des directives est de trois ans, elles peuvent être renouvelées, modifiées ou révoquées à tout moment. Ces documents sont conservés dans le dossier de soins du résident.



6.2. LA FIN DE VIE

Les moments de fin de vie font l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des appartenances confessionnelles et des convictions de la personne et de ses proches. Dans ces circonstances, la présence de la famille est facilitée et elle peut demander aide et conseils aux équipes.

L'établissement ne dispose pas de chambre mortuaire.

6.3. LE DÉCÈS

En l'absence de famille, s'il existe un contrat obsèques, le service de soins doit en être informé.

Seul le référent administratif du résident sera informé de décès, afin d'engager les démarches. Il lui appartient de prévenir les autres membres de la famille.

Si la famille n'est pas joignable, l'infirmière prend toutes les mesures prévues légalement.

6.4. LA PRATIQUE RELIGIEUSE OU PHILOSOPHIQUE

Les conditions de la pratique religieuse ou philosophique, y compris la visite de représentants des différentes confessions, sont facilitées aux résidents qui en font la demande.

Les résidents, les bénévoles, les usagers ou toute autre personne présente dans l'établissement, s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Le droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal de l'établissement. Un lieu de recueillement pour les différentes confessions est mis à disposition des résidents et des familles.

Fait à, le | | | | |

Je soussigné(e), déclare avoir pris connaissance du présent document

Signature du résident

Et/ou : Je soussigné(e), représentant(e) légal(e) de..... ,
déclare avoir pris connaissance du présent document.

Signature du représentant légal



EHPAD INTERCOMMUNAL

Les Fraxinelles

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ACCUEILLIE DANS UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL

Article 1 - Principe de non-discrimination

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

Article 2 - Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté

La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

Article 3 - Droit à l'information

La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine. La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

Article 4 - Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

- 1-La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;
- 2-Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.
- 3-Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique. La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

Article 5 - Droit à la renonciation

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines.



EHPAD INTERCOMMUNAL

Les Fraxinelles

Article 6 - Droit au respect des liens familiaux

La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin. Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

Article 7 - Droit à la protection

Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes. Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

Article 8 - Droit à l'autonomie

Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées. Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et, lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

Article 9 - Principe de prévention et de soutien

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement. Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

Article 10 - Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie

L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

Article 11 - Droit à la pratique religieuse

Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentant des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

Article 12 - Respect de la dignité de la personne et de son intimité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti. Hors la nécessité exclusive et objective de la réalisation de la prise en charge ou de l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.